

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 15/12/2025

ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BLANCHISSERIE GROUPE HOSPITALIER DE LA ROCHELLE RE AUNIS**

rue henri becquerel  
17180 Périgny

Références : 0007206608/2025/612  
Code AIOT : 0007206608

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2025 dans l'établissement BLANCHISSERIE GROUPE HOSPITALIER DE LA ROCHELLE RE AUNIS implanté RUE HENRI BECQUEREL 17180 PERIGNY. L'inspection a été annoncée le 14/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BLANCHISSERIE GROUPE HOSPITALIER DE LA ROCHELLE RE AUNIS
- RUE HENRI BECQUEREL 17180 PERIGNY
- Code AIOT : 0007206608
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

En 2006, le centre hospitalier de La Rochelle a été autorisé à créer la blanchisserie industrielle sur le

site rue Henri Becquerel à Périgny.

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation N°0661664-DDDPI/BUE du 12/05/2026, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 21/12/2006 et du 24/06/2011.

Au regard des évolutions de rubriques ICPE, il est régulièrement soumis au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2340 de la nomenclature ICPE.

L'établissement assure l'entretien du linge des trois hôpitaux de La Rochelle, Rochefort et Saint-Martin de Ré, ainsi que de sept EPAHD du nord de la Charente-Maritime.

53 salariés sont employés sur le site.

### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AR - 1
- Eau de surface
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 12/05/2006, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/05/2006, article 3.2.1 et 8.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Prélèvement d'eau	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Valeurs limites et suivi des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 12/05/2006, article 4.3.6 ; 4.3.8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Eau - action RSDE	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 12/05/2006, article 8.1.1	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	FDS et stockage des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 12	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre à Monsieur le Préfet un porter à connaissance relatif aux évolutions d'activités du site et à la mise à jour de sa situation administrative.

Des actions correctives sont attendues notamment sur le volet eau (obligation de suppression des substances dangereuses dans les rejets aqueux) et au niveau de la zone de communication entre le local chaufferie et la zone de production (porte coupe-feu).

Les résultats des dernières analyses de rejets atmosphériques et aqueux sont à transmettre dès réception.

L'analyse détaillée des prescriptions applicables au site permettra de proposer à la signature de Monsieur le Préfet un projet d'arrêté préfectoral complémentaire mettant à jour les prescriptions applicables au site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2006, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  Mise à jour de la situation administrative du site
<b>Constats :</b>  À l'issue de l'inspection de 2021, il avait été demandé à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet l'augmentation de la capacité de lavage (modifiée de 7 à 9,8 t/j en moyenne), l'ajout du préau entre les bâtiments (plans, destination du préau, confirmation qu'il n'y a pas de modification du régime de classement) et d'y intégrer un récolement aux prescriptions de l'arrêté ministériel (rubrique 2340) ainsi qu'une demande de passer du régime de l'autorisation environnementale à celui de l'enregistrement pour prendre en compte le bénéfice d'antériorité, afin d'actualiser la situation administrative. Les échanges lors de la présente visite font apparaître que l'exploitant n'avait pas compris la demande. Il a uniquement transmis au préfet le rapport de la précédente visite par simple courrier en date du 13 juillet 2021, ce qui est insuffisant pour proposer une mise à jour de la situation administrative et des prescriptions applicables au site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet au préfet un dossier de porter-à-connaissance, avec tous les éléments d'appréciation, relatif à : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'augmentation de la capacité de lavage (modifiée de 7 à 9,8 t/j en moyenne) ;</li><li>- l'ajout du préau entre les bâtiments (plans, destination du préau, confirmation qu'il n'y a pas de modification du régime de classement) ;</li><li>- toute autre modification apportée aux installations ;</li><li>- la demande de passer du régime de l'autorisation environnementale à celui de l'enregistrement pour prendre en compte le bénéfice d'antériorité. En outre, l'exploitant doit préciser s'il souhaite que le site reste soumis aux règles de procédure de l'autorisation ou s'il souhaite passer sous celles de l'enregistrement ;</li></ul>

<p>- l'analyse de conformité du site à chacune des prescriptions de l'arrêté ministériel du 14/01/11 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2340 applicables aux installations existantes (soit les articles 1er, 8, 9, 10, 11, 12, 22, 23, 24, 25, 26, 33, 36, 37, 38, 39, 53, 54, 55 et 56) ;</p> <p>- l'arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910[cf. point de contrôle suivant].</p> <p>Le cas échéant, un plan détaillé d'actions correctives pour le site est à transmettre à l'inspection avec une proposition adaptée d'échéancier, accompagné de tous les éléments d'appréciation.</p> <p>À la suite de l'analyse des prescriptions applicables, l'inspection proposera à la signature de Monsieur le Préfet un projet d'arrêté préfectoral permettant la mise à jour du classement ICPE du site ainsi que l'actualisation éventuelle des prescriptions applicables aux installations.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2006, article 3.2.1 et 8.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets de chaudières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 3.2.1 [...] Les émissions ne devront pas dépasser une concentration par m<sup>3</sup> de : 35 mg de SO<sub>2</sub>, 150 mg de NO<sub>2</sub> et 5 mg de poussières.</p> <p>Art 8.3.1 L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministère de l'environnement, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène, oxydes de soufre, poussières et oxydes d'azote dans les gaz à l'atmosphère selon les normes en vigueur. [...] La mesure des oxydes de soufre et des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le rapport de vérification CHAUFFERIE établi par APAVE (N°21451282-1 du 05/01/2022) relatif au contrôle réalisé du 30/09/2021 qui conclut à la non-conformité du rejet NOx (199 mg/m<sup>3</sup> pour une VLE à 150 mg/m<sup>3</sup>).</p> <p>En outre, l'équipement est une chaudière vapeur de 2006, au gaz naturel, de puissance nominale 2392 kW (sup 2 MW et inf 5 MW). L'installation est donc également soumise aux dispositions applicables de l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910. A noter que, selon son annexe I (points 6.3 et 6.2.4),</p> <p>- les valeurs limites applicables à l'installation sont :</p>

<p>§ I. a) jusqu'au 31/12/2029 : <math>\text{NO}_x = 150 \text{ mg/m}^3</math></p> <p>§ III - à compter du 01/01/2023 : <math>\text{NO}_x = 150 \text{ mg/m}^3</math> ; <math>\text{CO} = 100 \text{ mg/m}^3</math>.</p> <p>- Les contrôles sont à réaliser de façon triennale par un organisme agréé .</p> <p>Le chauffagiste réalise trimestriellement des analyses de combustion. Selon les deux derniers résultats transmis, en date du 10/02/2025 et du 19/05/2025, les valeurs en CO et en NOx semblent inférieures aux seuils.</p> <p>L'exploitant n'a pas fait réaliser le contrôle en 2024 car il indique que le changement du brûleur, au regard de la non-conformité constatée en NOx, est prévu au plus tard en avril 2026.</p> <p>De plus, il indique que la puissance du brûleur sera moindre au regard de la suppression d'une machine.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant intègre au porter-à-connaissance prévu au point de contrôle précédent l'ensemble des éléments d'appréciation relatifs au projet de modification de l'installation de combustion, accompagnée notamment de l'analyse de conformité aux dispositions applicables aux installations existantes de l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.</p> <p>Il transmet à l'inspection les résultats du prochain contrôle des rejets atmosphériques.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

### N° 3 : Prélèvement d'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Mesures de restriction d'eau en période de sécheresse</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <p>1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;</p> <p>[...]</p> <p>6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Selon l'article 4.1.1 de l'arrêté d'autorisation du site, les prélèvements d'eau dans le réseau public, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités à <math>30515 \text{ m}^3</math> par an.</p> <p>L'exploitant indique pour l'année 2024 une consommation d'eau de <math>20149 \text{ m}^3</math>. Pour 2025, il a</p>

<p>transmis le tableau de suivi mensuel de ses consommations qui fait état d'une consommation de 11386 m<sup>3</sup> jusqu'au 31/07/2025. Ces volumes apparaissent conformes à la limite fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Les prélèvements proviennent exclusivement du réseau AEP et les rejets sont uniquement réalisés au réseau des eaux sanitaires.</p> <p>Dans la mesure où l'établissement assure exclusivement le nettoyage de textiles utilisés au sein d'établissements de santé, il n'est pas soumis aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau prévues à l'article 2 de l'arrêté du 30 juin 2023 modifié susvisé (selon son article 3).</p> <p>En revanche les dispositions de son article 4 lui sont applicables.</p> <p>L'exploitant précise que le site est certifié ISO9001. Dans le cadre du suivi de ses indicateurs Qualité, l'établissement procède à des revues de direction trimestrielles.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant complète ses données relatives à la consommation d'eau de façon à assurer le suivi demandé des indicateurs et des actions.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : Valeurs limites et suivi des rejets aqueux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2006, article 4.3.6 ; 4.3.8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux résiduaires</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"Article 4.3.6 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets [...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Température &lt; 30°C</li> <li>- pH : entre 5.5 et 9.5</li> </ul> <p>Article 4.3.8 L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Débit de référence : Maximal = 13.4 m<sup>3</sup>/h ; moyen journalier = 70 m<sup>3</sup>/j</li> <li>- Matières en suspension : 600 mg/l ; flux journalier 21 kg/j / Autosurveillance : trimestrielle / Contrôle externe : annuel</li> <li>- Matières organiques (MO) : 1000 mg/l ; flux journalier 56 kg/j / Autosurveillance : trimestrielle / Contrôle externe : annuel</li> <li>- DCO : 2000 mg/l ; flux journalier 112 kg/j / Autosurveillance : trimestrielle / Contrôle externe : annuel</li> <li>- DBO5 : 800 mg/l ; flux journalier 421 kg/j / Autosurveillance : trimestrielle / Contrôle externe : annuel</li> <li>- Azote : 150 mg/l ; flux journalier 4.3 kg/j / Autosurveillance : trimestrielle / Contrôle externe :</li> </ul>

<p>annuel</p> <p>- Phosphore (phosphore total) : 50 mg/l ; flux journalier 4.2 kg/j / Autosurveillance : trimestrielle / Contrôle externe : annuel</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il est à noter, qu'au regard de l'article 38 de l'arrêté ministériel du 14/01/2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2340 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les valeurs limites avant raccordement définies à l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 (relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation) sont applicables sans préjudice de l'arrêté d'autorisation du site. Elles sont similaires.</p> <p>L'exploitant a transmis les rapports d'analyse des rejets aqueux réalisés par le laboratoire QUALYSE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rapport 250307021386 01 du 28/04/2025 (prélèvement du 11/03/2025) : le pH est à 9,7 ; la température est à 32,4 °C ; les autres résultats sont conformes.</li> <li>- rapport 250527045388 01 du 19/06/2025 (prélèvement du 03/06/2025) : la température est à 34,9 °C ; les MES sont à 8100 mg/L ; les autres résultats sont conformes.</li> </ul> <p>Lors de la présente visite, l'inspection a constaté les valeurs instantanées suivantes : pH = 7,30 ; Température : 36°C ; débit instantané : 3,7 m³/h.</p> <p>Concernant la température des rejets, l'exploitant, comme annoncé lors de la visite de 2021, a fait remplacer l'échangeur de chaleur en 2022. Or, depuis, il est en litige persistant avec le fournisseur. Après expertise, le changement d'appareil pour un de plus grande capacité est prévu sous 15 jours. A l'issue de la visite, l'exploitant indique, par courriel du 24/09/2025, que l'échangeur de chaleur a bien été remplacé par un modèle de taille supérieure et que les températures des eaux de rejets du tunnel de lavage sont dorénavant à 28°C.</p> <p>Concernant le pH, l'exploitant a indiqué avoir connu des difficultés pour la livraison d'acide et un problème de régulation du pH.</p> <p>Pour assurer un meilleur suivi, il a prévu d'assurer la supervision du pH en continu depuis celle du tunnel de lavage.</p> <p>Concernant les MES, l'exploitant suppose que la vidange des boues du décanteur, réalisée mi-juillet, a été trop tardive et a conduit à l'augmentation de la concentration en MES dans les rejets.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection les résultats du prochain contrôle des rejets aqueux pour justifier du retour à la conformité de l'ensemble des paramètres.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

N° 5 : Eau - action RSDE

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 56

**Thème(s) : Risques chroniques, Eaux résiduaires**

**Prescription contrôlée :**

Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif sur une durée de vingt-quatre heures.

« Débit : Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m<sup>3</sup>/j

Température : Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m<sup>3</sup>/j

pH : Journallement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m<sup>3</sup>/j

DCO (sur effluent non décanté)

- Semestrielle pour les effluents raccordés
- Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel

Matières en suspension

- Semestrielle pour les effluents raccordés
- Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel

DBO<sub>5</sub>(1) (sur effluent non décanté)

- Semestrielle pour les effluents raccordés
- Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel

Azote global

- Semestrielle pour les effluents raccordés
- Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel

Phosphore total

- Semestrielle pour les effluents raccordés
- Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel

Hydrocarbures totaux : Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 100 g/j

Composés organiques du chlore (AOX ou EOX)(2) : Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 30 g/j

Chrome et composés (en Cr)

- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station
- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel

Cuivre et composés (en Cu)

- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station
- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel

Plomb et composés (en Pb)

- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station
- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel

Nickel et composés (en Ni)

- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station
- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel

Zinc et composés (en Zn)

- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station
- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel

Trichlorométhane (chloroforme)

- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station
- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel

Autre substance dangereuse visée à l'article 37-5

- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station
- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel

Autre substance dangereuse identifiée par une étoile à l'article 37-5

- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 2 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station
- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 2 g/j pour les rejets dans le milieu naturel

« (1) Pour la DBO<sub>5</sub>, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.

« (2) La mesure du paramètre AOX ou EOX n'est pas nécessaire lorsque plus de 80 % des composés organiques halogénés sont clairement identifiés et analysés individuellement et que la fraction organohalogénée non identifiée ne représente pas plus de 0,2 mg/l.

Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.

Les résultats des mesures sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées.

Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### Constats :

L'exploitant a établi un rapport de surveillance initiale RSDE 2011 qui a conduit à identifier la présence de nonyphénols et de mercure dans les effluents. Il en assure la surveillance.

L'analyse de Mars 2025 donne les résultats suivants : Mercure non détecté ; Nonylphénols : 1.3 µg/L.

Or l'arrêté du 24/08/17 a modifié les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement qui sont maintenant précisées dans l'arrêté du 14 janvier 2011 susvisé. Il appartient à l'exploitant d'estimer les substances susceptibles d'être rejetées par son installation et d'évaluer si les niveaux de rejet respectent les VLE et selon les flux, s'ils nécessitent une surveillance.

Il doit justifier, pour les substances dangereuses visées par un objectif de suppression des émissions et dès lors qu'elles sont présentes dans les rejets de l'installation, qu'il a mis en œuvre les actions permettant d'atteindre la réduction maximale.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant complète les recherches de substances prioritaires dangereuses définies à l'article 56 de l'arrêté du 14 janvier 2011 précité et le cas échéant, en assure la surveillance.</p> <p>Le cas échéant, il réalise une étude technico-économique pour éliminer de ses rejets les substances dangereuses visées par un objectif de suppression des émissions, notamment les nonylphénols.</p> <p>L'exploitant précise les actions retenues accompagnées d'un échéancier resserré de mise en œuvre.</p> <p>Cette analyse et ce plan d'actions permettront de compléter le projet d'arrêté complémentaire permettant l'actualisation des prescriptions applicables.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : FDS et stockage des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Conditions de stockage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a procédé à un contrôle par sondage pour les deux produits présents en plus grande quantité selon l'exploitant.</p> <p>Il a présenté à l'inspection les fiches de données de sécurité des deux produits.</p> <p>Les récipients de produits sont étiquetés. Leurs conditions de stockage sont respectées.</p> <p>L'exploitant dispose de produits absorbants en cas de fuite de produits mais ils sont positionnés dans un local de stockage fermé à clé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant veille à positionner correctement les récipients sur les rétentions prévues à cet effet. Il dispose des absorbants adaptés à proximité immédiate des stockages en quantité suffisante.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Comportement au feu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2006, article 8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Local Chaufferie
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] De plus, les éléments de construction présentent les caractéristiques de comportement au feu suivantes, vis à vis des locaux contigus ou des établissements, installations et stockages pour lesquels les distances prévues à l'article 2.1 ne peuvent être respectées : [...] - portes intérieures coupe-feu REI30 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique - porte donnant vers l'extérieur coupe-feu de REI30 au moins.
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté que la porte coupe-feu séparant le local chaufferie du reste du bâtiment était maintenue ouverte en permanence par une cale.  De plus, l'accès à plusieurs moyens de secours était encombré.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant veille à assurer en permanence le bon fonctionnement des portes coupe-feu et des dispositifs en assurant la fermeture automatique.  De plus, il veille à maintenir en permanence l'accès dégagé aux moyens de secours (extincteurs, RIA, commandes de désenfumage).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois